

**94 | VINCENNES** Au lendemain de l'écroulement d'une partie d'un bâtiment en construction qui a fait un blessé léger, de nombreuses questions demeurent sans réponse. L'enquête devrait prendre du temps.

## Immeuble effondré : les riverains émus et soulagés

SYLVAIN DELEUZE

« **LE PLUS IMPORTANT** était de savoir s'il y avait des victimes », rembobine Charlotte Libert-Albanel, la maire (UDI) de Vincennes. Au lendemain de l'effondrement de plusieurs chapes de béton d'un immeuble en construction, vers 16 h 45 ce mercredi, à l'angle des rues De-france et Clément-Viénot, le bilan semble miraculeux. « Sur les 56 personnes présentes sur le site, une a été légèrement blessée », détaille l'élu.

« Un homme s'est foulé la cheville, souligne la direction de la société urbaine des travaux Fayat, en charge du chantier. C'est un vrai soulagement. » « Si cela s'était passé un peu plus tôt, le bilan aurait pu être tout autre », ajoute une source. En effet, à l'heure des faits, les employés étaient en train de se changer ou de quitter les lieux. De l'autre côté de la rue Clé-

ment-Viénot, qui restera fermée à la circulation, plusieurs planchers en béton pendent encore dans le vide. « L'effondrement a eu lieu dans la nouvelle partie en construction, et non au sein de l'ancien bâtiment », croit savoir la maire.

Les lieux accueillent les anciens bureaux du fonds de garantie automobile, bâtis dans les années 1970. Cette partie a nécessité un désamiantage. « Ce sera aux experts de déterminer les causes de cet accident », ajoute la direction de la société urbaine des travaux Fayat.

### Une dalle continue à bouger

En attendant, au lendemain des faits, voisins et badauds scrutent l'immeuble comme le lait sur le feu. « Une partie d'une dalle a continué de glisser ce matin », témoigne un riverain. « Voilà ce que c'est que de faire du neuf avec du vieux », cons-



tate Paul, qui habite dans l'immeuble d'en face. Il se remémore l'énorme bruit : « C'était fou, j'ai cru que le Concorde décollait. » « En y repensant, ils n'ont pas arrêté d'enlever des structures et de supprimer certains piliers de soutènement, décrit Danielle, dont le balcon

donne sur l'immeuble. Ils mettaient des étais partout, mais cela n'a pas suffi visiblement. »

Saisie, la police judiciaire du Val-de-Marne a commencé à entendre des témoins. « La Brigade de répression de la délinquance à la personne, relevant de la sous-direction des affaires

Vincennes, ce mercredi matin. Des planchers de béton pendent encore aux différents étages de l'édifice en chantier.

économiques et financières de la police judiciaire, est aussi saisie », selon le parquet de Créteil.

Les enfants des quatre classes de l'école voisine Clément-Viénot reprendront leurs cours ce jeudi après-midi dans la maternelle de l'Est. « La soixantaine d'enfants de la crèche sera, elle, répartie dans les autres crèches de la ville, détaille l'édile. Deux familles, vivant au-dessus de la crèche, seront relogées ailleurs. »

### Un parking d'une résidence bloqué

Un autre souci guette la résidence de Val-de-France toute proche : la sortie du parking est condamnée. « Je ne peux pas accéder à mon véhicule », dé-

plore Anastasia, une habitante. « Il ne faut surtout pas aller les chercher pour les sortir, prévient Charlotte Libert-Albanel. Des blocs de béton sont tombés sur la rampe d'accès. Les habitants doivent voir avec leur assureur et le groupe Fayat. » « Une information va être distribuée aux riverains dès ce mercredi soir pour que l'on trouve une solution de remplacement de leurs véhicules, indique le groupe de travaux publics. Le site va rester fermé jusqu'à nouvel ordre. »

Quelles que soient les conclusions de l'enquête, l'immeuble ne devrait pas être livré dans les temps, soit « d'ici un an », selon le calendrier prévu, indique la maire. Le bâtiment devait accueillir 120 logements, comprenant une résidence senior avec services, des logements sociaux et pour primo-accédants. Le rez-de-chaussée était réservé à des boutiques. ■

## Annonces 92 JUDICIAIRES & LÉGALES

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2022 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2021 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 387€ HT - (SAS) 193€ HT - (SASU) 138 € HT - (SNC) 214 € HT - (SARL) 144€ HT - (EURL) 121€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales : 214 € HT - CLOTURE de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 108 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs et clôtures : 60 (0,193 € HT) - 75/92/93/94 (0,237 € HT) - 91/77/78/95 (0,226€).

### Avis divers

publilégal® 1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris  
www.publilegal.fr  
AFFICHER-PUBLIER-COMMUNIQUER Tél : 01.42.96.96.58

Commune du Plessis-Robinson

### RAPPEL

#### MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

de l'étude d'impact du dossier de permis de construire n° PC 09206021 1358 pour le projet de construction de 842 logements au 133 avenue de la Résistance au Plessis-Robinson  
Conformément à l'article L.123-19 du code de l'environnement, le dossier relatif au permis de construire n° PC 09206021 1358 pour la construction de 842 logements au 133 avenue de la Résistance au Plessis-Robinson, complété de l'étude d'impact et ses annexes, de l'avis de l'autorité environnementale, du mémoire en réponse, est mis à la disposition du public du 8 juin 2022 à 8h30 au 8 juillet 2022 à 17 h, avant approbation.

La mise à disposition est organisée par la Commune du Plessis-Robinson, autorité compétente pour délivrer le permis de construire : Centre Administratif Municipal - 3 place de la Mairie - 92350 Le Plessis-Robinson (01.46.01.44.23 - [urbanisme@plessis-robinsion.com](mailto:urbanisme@plessis-robinsion.com)).

L'ensemble du dossier sera consultable selon les modalités suivantes :

- au service de l'Urbanisme - 3 place de la Mairie 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (Centre Administratif Municipal) du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00,
- sur le site internet <http://plessis-robinsion.miseadisposition.net> ;
- via un lien internet depuis le site internet de la ville du Plessis-Robinson ([www.plessis-robinsion.com](http://www.plessis-robinsion.com) - rubrique Service Urbanisme) ;
- depuis un poste informatique situé au service de l'Urbanisme du Plessis-Robinson.

Le public pourra faire ses observations :

- sur un registre à feuillets non mobiles, au service de l'Urbanisme du Plessis-Robinson aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus ;
- sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <http://plessis-robinsion.miseadisposition.net> ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : [plessis-robinsion@miseadisposition.net](mailto:plessis-robinsion@miseadisposition.net) ;
- par voie postale à l'adresse suivante : Centre Administratif Municipal - Service de l'Urbanisme - MAD La Fontaine du Moulin - 3 place de la Mairie - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Toutes les observations devront être reçues au plus tard le 8 juillet à 17 h.

Cet avis sera :

- mis en ligne sur le site internet de la Ville du Plessis-Robinson
- affiché aux 4 angles du terrain du projet 133 avenue de la Résistance
- publié dans deux journaux départementaux

La décision pouvant être adoptée au terme de la participation du public : délivrance du permis de construire n° PC 092060211358 par la Commune du Plessis-Robinson, autorité compétente.

EP 22-235 / [contact@publilegal.fr](mailto:contact@publilegal.fr)

HALA BAK, SARL au capital de 10000€. Siège social: 45 rue houdan 92330 Sceaux. 882 535 230 RCS Nanterre. Le 30/09/2021, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Hala Boersma Abou-Khalil, 10 Rue du Docteur Lequeux 92330 Sceaux, et fixé le siège de liquidation et l'adresse de correspondance à l'adresse du liquidateur tel que désigné ci-avant. Modification au RCS de Nanterre.

SCI KLEBER-JEANNIN Société civile immobilière au capital de 470.000 € sise 38 Avenue Anatole France 92700 COLOMBES 454061029 RCS de NANTERRE, Par décision de l'AGE du 28/04/2022, il a été décidé de compter du 01/01/2022 de : - nommer Gérant M. CHARRA Gérard 2 rue pierre mélusson 92700 COLOMBES en remplacement de Mme LACASSAGNE Sylvie décédée. Mention au RCS de NANTERRE

CREAFORMA, SASU au capital de 1000,00€ Siège social: 28 Boulevard du Colombier 35000 Rennes 902067339 RCS RENNES Le 27/04/2022, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 14 Rue Befroy 92200 Neuilly-sur-Seine à compter du 27/04/2022  
Objet: L'organisation et la dispense de formations professionnelles en présentiel, à distance et e-learning Présidence: WILLIAM YAZBEK, 69B Rue Philippe de Girard 75018 Paris  
Inscription au RCS de NANTERRE

TRAMBER, SASU au capital de 1000€, 34 Boulevard de Pesaro 92000 Nanterre, 879 473 999 RCS Nanterre. Aux termes d'une décision de l'associé unique du 01/05/2022, il résulte qu'à compter du 01/05/2022 : la Société a été transformée en SARL à associé unique, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régissent désormais la Société. L'objet de la Société, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 1000€, divisé en 1000 parts sociales de 1 euro de nominal. Cette transformation rend néces-

saire la publication des mentions suivantes : Ancienne mention : Président : M. LANGEAC Bertrand, demeurant 34 Boulevard de Pesaro 92000 Nanterre. Nouvelle mention : Gérant : M. LANGEAC Bertrand, demeurant 34 Boulevard de Pesaro 92000 Nanterre. Mention sera faite au RCS de Nanterre

### Insertions diverses

M. BEDROS Raffi né le 24/10/1980 à Qamishli, demeurant 2 rue Saint Exupéry 92360 MEUDON-LA-FORÊT dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique (BEDROS) celui de BEDROSSIAN.

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité PRIMO IMMOBILIER 12 avenue des QUATRES CHEMINS 92 290 CHATENAY MALABRY immatriculée au RCS 394112957 Dispositif de succursales situées : -2, rue Antoine Petit 92260 FONTENAY AUX ROSES

- 76, avenue Aristide Briand 92160 ANTONY  
- 2 avenue CAMBERWELL 92330 SCEAUX pour son activité de : - GESTION IMMOBILIERE depuis le 17 03 1994

auprès de son garant financier, GALIAN Assurances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis. Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89 rue la Boétie, 75008, PARIS, dans les trois mois de la présente insertion. Il est précisé que cette fin de garantie pour l'(les) activité(s) de GESTION IMMOBILIERE intervient à la suite d'une opération effectuée au profit de PRIMO RENARD, client-sociétaire n°12328, RCS 950327494, domicilié à 7 boulevard Maréchal JUIN 91 370 VERRIERES LE BUISSON, bénéficiant de la garantie financière auprès de GALIAN Assurances. Bien entendu, la garantie reste acquise sans

discontinuité au profit de l'entité PRIMO IMMOBILIER pour l'(es) activité(s) de : - TRANSACTION IMMOBILIERE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité FONCIA BELCOURT 40 Rue GABRIEL PERI 92 120 MONTROUGE immatriculée au RCS 333385060 pour son activité de : - GESTION IMMOBILIERE depuis le 01 01 2019 auprès de son garant financier, GALIAN As-

surances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis. Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89 rue la Boétie, 75008, PARIS, dans les trois mois de la présente insertion.

Il est précisé que cette fin de garantie pour l'(les) activité(s) de GESTION IMMOBILIERE intervient à la suite d'une opération effectuée au profit de FONCIA AGENCE CENTRALE, client-sociétaire n°151371, RCS 732035993, domicilié à 40 rue GABRIEL PERI 92 120 MONTROUGE, bénéficiant de la garantie financière auprès de GALIAN Assurances.



**Publiez votre annonce légale avec Le Parisien**

Attestation de parution pour le greffe gratuite sous 1h

Paiement 100% sécurisé

Formulaires certifiés pour une annonce conforme

Affichage en temps réel

Rendez-vous sur [leparisien.annonces-legales.fr](http://leparisien.annonces-legales.fr)